

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/Q1/SLV/3

G/SCM/Q1/SLV/3

25 avril 2002

(02-2370)

Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: espagnol

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Réponses d'EL SALVADOR¹ aux questions posées
par le CANADA et les ÉTATS-UNIS²

La Mission permanente d'El Salvador a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 11 avril 2002.

QUESTIONNAIRE PRÉSENTÉ PAR LE CANADA CONCERNANT LA NOTIFICATION D'EL SALVADOR

Question n° 1

Les termes "*de minimis*" et "négligeable" utilisés à l'article 17 du règlement sont-ils définis avec précision dans la loi ou la réglementation salvadoriennes?

Réponse

Les Accords issus du Cycle d'Uruguay, parmi lesquels figure l'Accord antidumping, ont été ratifiés par la République d'El Salvador et sont entrés en vigueur à compter du 7 mai 1995. Conformément à la Constitution, les traités internationaux conclus avec d'autres États ou avec des organismes internationaux deviennent des lois de la République à leur entrée en vigueur; en ce sens, l'Accord antidumping est une loi en vigueur sur le territoire national.

Pour sa part, le Règlement centraméricain relatif aux pratiques commerciales déloyales vise à développer les dispositions énoncées dans l'Accord antidumping et l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, qui font partie des Accords de l'OMC.

En ce qui concerne les termes "*de minimis*" et "négligeable", ils sont définis par les dispositions de l'Accord antidumping de l'OMC qui, répétons-le, est une loi nationale en vigueur en El Salvador.

¹ G/ADP/N/1/SLV/2-G/SCM/N/1/SLV/2.

² G/ADP/Q1/SLV/1-G/SCM/Q1/SLV/1; G/ADP/Q1/SLV/2-G/SCM/Q1/SLV/2.

Question n° 2

Suite à l'établissement d'une détermination préliminaire, à l'article 13, et d'une détermination finale, à l'article 18, El Salvador peut-il confirmer que la notification prévue à l'article 12 de l'Accord antidumping sera fournie?

Réponse

L'autorité nationale est tenue de respecter pleinement, automatiquement et directement l'obligation d'élaborer des notifications et les autres prescriptions énoncées à l'article 12 de l'Accord antidumping, puisque ledit accord est une loi nationale en vigueur en El Salvador.

**QUESTIONNAIRE PRÉSENTÉ PAR LES ÉTATS-UNIS CONCERNANT
LA NOTIFICATION D'EL SALVADOR**

Question n° 1

Le Règlement centraméricain relatif aux pratiques commerciales déloyales est-il le seul texte juridique sur lequel El Salvador peut se fonder pour imposer des droits antidumping ou des droits compensateurs?

Réponse

La seule législation applicable en la matière en El Salvador est constituée par les Accords de l'OMC (Accord antidumping, Accord sur les subventions et les mesures compensatoires), lois de la République qui sont en vigueur depuis le 7 mai 1995, ce que confirment les dispositions de la Constitution, laquelle dispose que, une fois entrés en vigueur, les traités internationaux sont des lois salvadoriennes.

El Salvador a approuvé, dans le cadre de l'intégration économique régionale, le Règlement centraméricain relatif aux pratiques commerciales déloyales, en vigueur depuis le 12 janvier 1996 et qui a permis de développer les dispositions en matière de dumping et de subventions contenues dans les Accords de l'OMC.

Question n° 2

La Décision n° 12-95 (COMRIEDRE II), en date du 12 décembre 1995, a-t-elle un autre objet que l'approbation du Règlement centraméricain relatif aux pratiques commerciales déloyales?

Réponse

Le Conseil des ministres responsable de l'intégration économique et du développement régional (COMRIEDRE) a approuvé le Règlement centraméricain relatif aux pratiques commerciales déloyales par la Décision n° 12-95, déjà adoptée par tous les pays qui en sont signataires.

Question n° 3

L'article 4 du Règlement centraméricain relatif aux pratiques commerciales déloyales prévoit, en substance, que les dispositions de fond des Accords de l'OMC concernant 1) les pratiques antidumping et 2) les subventions et les mesures compensatoires ont aujourd'hui force

de loi en El Salvador. Or, il semble que, dans plusieurs cas, cette réglementation incorpore les Accords de l'OMC par référence. La réglementation d'El Salvador inclut aussi des dispositions du Protocole de Guatemala et de la Convention sur le régime tarifaire et douanier centraméricain. Il semble toutefois qu'il n'y ait ni hiérarchie ni procédure prévue en cas de conflit entre les divers régimes juridiques. Quel est le statut de l'Accord antidumping de l'OMC en droit salvadorien? Que se passerait-il en cas de conflit entre l'Accord antidumping, la réglementation, le Protocole de Guatemala et la Convention sur le régime tarifaire et douanier centraméricain?

Réponse

Les Accords de l'OMC ont statut de loi nationale en vigueur en El Salvador depuis le 7 mai 1995, conformément aux dispositions constitutionnelles qui établissent que les traités internationaux conclus avec d'autres États ou avec des organismes internationaux sont des lois de la République depuis leur entrée en vigueur, ce qui en garantit l'application pleine et entière, automatique et directe.

Il convient également de préciser que l'Accord antidumping et l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires de l'OMC qui sont des lois nationales salvadoriennes, comme cela a été expliqué au paragraphe précédent, tels que développés ultérieurement par le Règlement centraméricain relatif aux pratiques commerciales déloyales sont les seuls à régler ces questions.

La référence faite, dans le Règlement centraméricain relatif aux pratiques commerciales déloyales, au Protocole de Guatemala et à la Convention sur le régime tarifaire et douanier centraméricain vise, précisons-le, à cerner les pouvoirs dont le COMRIEDRE, en tant qu'autorité compétente, dispose pour adopter ce type de réglementation dans le cadre de l'intégration économique régionale. Ni le Protocole de Guatemala ni la Convention sur le régime tarifaire et douanier centraméricain ne contiennent de dispositions spécifiques en matière de pratiques commerciales déloyales, ce qui garantit l'absence de tout conflit entre les instruments cités.
